



## Compte rendu du GT ECORESPONSABILITE du 14 novembre 2023

Ce GT était présidé par Madame Anne Blondy-Touret, Secrétaire générale du MEFSIN,.

**Les Fédérations UNSA ET CFE-CGC ont rappelé en propos liminaires, l'importance de ce sujet dont le dernier GT remonte au 12 mars 2021. Nous sommes favorables à la tenue d'un GT récurrent sur ce sujet majeur. Nous avons également rappelé que l'Ecoresponsabilité était un sujet transverse devant être évoqué sur beaucoup de nos sujets habituels : l'action sociale avec la restauration, la mobilité, le budget, l'aspect bâtiminaire de nos ministères.... Enfin, nous insistons sur le fait de ne pas opposer le sujet écoresponsabilité aux sujets sociaux du MEFSIN. Être ECORESPONSABLE ne doit pas se faire au détriment des personnels et de leurs conditions de travail !**

Le secrétariat général est d'accord pour des échanges réguliers sur ce sujet. C'est un sujet important au niveau ministériel et au niveau directionnel. Il faudra emporter l'adhésion des agents et éviter notamment toute culpabilisation qui entraînerait un rejet. « Bercy vert » a été une première étape. La transition écologique irrigue tous les métiers. Il faudra être écoresponsable dans la manière de voir le sujet à travers les métiers.

Une nouvelle circulaire du premier ministre sera prochainement publiée mais le texte n'est pas encore consolidé. Tous les ministères seront concernés et devront rendre compte auprès du 1<sup>er</sup> Ministre de leur action. Il y aurait 15 mesures dont deux transversales. Les thématiques seront :

- Mieux se déplacer (réduire et verdir les déplacements professionnels et domicile-travail notamment en développant le télétravail). La DGFIP a élaboré un plan de mobilité dans cette optique. Plus de trente directions sont actuellement engagées sans cette démarche.
- Mieux produire et mieux acheter (intégration dans nos marchés de clauses environnementales).
- Mieux se nourrir (EGALIM, achat BIO et réduction du gaspillage notamment)
- Mieux gérer les bâtiments de l'ETAT (pour optimiser la consommation énergétique il faudra mesurer les fluides).
- Mieux protéger les écosystèmes (thématique notamment de l'eau)
- Deux mesures transversales : formation et suivi des émissions de gaz à effets de serre

- Focus sur la formation : l'objectif est de former tous les cadres supérieurs de l'Etat (25000 cadres) d'ici fin 2024 et l'ensemble des agents d'ici la fin 2027. Pour notre Ministère l'IGPDE formera les cadres A+ de l'administration centrale et d'Ile de France. La DGFIP pilotera la formation dans les régions. La stratégie repose sur la formation de formateurs internes pour démultiplier en région la formation des agents.

Enfin ce GT a permis de découvrir le budget vert établi par la direction du budget. L'objectif est de coter les dépenses de l'État selon qu'elles ont un impact favorable, neutre ou défavorable sur l'environnement. Actuellement 10 % des dépenses de l'État font l'objet d'une cotation favorable ou défavorable. 15 % des dépenses de l'État ne peuvent être cotés et 75 % d'entre elles ont une cotation neutre.

A terme le budget vert devrait être un outil d'aide à la décision et de pilotage pour le financement de la transition écologique.

**Les Fédérations UNSA ET CFE-CGC ont pris acte du pilotage du dossier et sont d'accord avec la formation qui permettra à chacun de s'emparer du sujet. Cependant nous souhaitons l'accélération de la formation de tous les personnels avant 2027 par la plus grande démultiplication possible des formateurs internes.**

**Sur le sujet du déplacement, nous avons rappelé que le télétravail avait toute sa place dans ce dossier. Cependant l'indemnité télétravail reste bien trop faible. Nous avons demandé son augmentation. De plus, nos fédérations ont revendiqué la nécessité d'augmenter le forfait de mobilité durable pour l'aligner sur les pratiques du privé (500 euros au lieu de 200 euros actuellement).**

**Pour l'alimentaire, nous rappelons que la loi EGALIM n'a pas de prix mais un coût et celui-ci ne peut être supporté par les agents. Nous avons redemandé un cycle de négociation sur la restauration en intégrant pleinement ce sujet.**

**Pour le bâtimentaire, nos fédérations sont prêtes à améliorer l'existant mais cette amélioration ne peut se faire au détriment de la QVCT des agents (chauffage, place pour travailler...).**

**Nous avons salué la mise en place du budget vert qui est un pas important et un nouvel outil pédagogique pour comprendre l'écoresponsabilité de l'ÉTAT.**

**Enfin, nos fédérations UNSA et CFE-CGC demandent de ne pas opposer l'environnemental et le social. Ce serait un échec sur les deux sujets.**

**La réussite de la transformation écologique de l'État reposera sur un dialogue social constant au niveau ministériel, directionnel et bien entendu au niveau local !!!**